

Dossier à envoyer ou à remettre à :
Affaires administratives et juridiques
Mairie de L'Haÿ-les-Roses
41 rue Jean Jaurès
94240 L'Haÿ-les-Roses



Demande de changement d'usage personnel
Art. L631-7 et suivants du code de la construction et de l'habitation (CCH)

Tous les éléments demandés ci-dessous sont nécessaires à l'instruction du dossier. Un dossier incomplet ou insuffisamment renseigné fera l'objet d'une demande de pièces complémentaires, ce qui retardera son instruction.

I. Local objet du changement d'usage

A noter : un formulaire par adresse de changement d'usage

Adresse :

Code postal :

Bâtiment : Escalier :

Étage : Porte : N° Lot¹ :

Référence cadastrale : Préfixe : ___ Section : ___ Parcelle : ___

Surface totale habitable : Nombre de pièces principales :

Activité prévue dans le local :

II. Demandeur

Qualité : Propriétaire Locataire Occupant à titre gratuit Bénéficiaire d'une promesse de vente

Vous êtes un particulier :

Mme M.

Nom : Prénom :

Adresse personnelle :

Code postal : Ville :

Téléphone : Portable :

Courriel :

Profession :

¹ Pour les immeubles en copropriété

*Formulaire de demande de changement d'usage à caractère personnel et liste des pièces justificatives
à fournir*

Vous êtes une personne morale :

Dénomination :

Adresse du siège social :

Code postal : Ville :

Téléphone :

Représentant de la personne morale : Mme M.

Nom : Prénom :

Adresse personnelle :

Code postal : Ville :

Courriel :

Activité (à développer dans la présentation du projet) :

Personne à contacter si différente du demandeur :

Mme M.

Nom : Prénom :

Téléphone : Portable :

Courriel :

Demande déposée par un mandataire :

Dénomination du mandataire :

Représentant :

Mme M.

Nom : Prénom :

Téléphone : Portable :

Courriel :

III. Informations sur le local objet de la demande

Adresse du logement objet du changement d'usage :

.....

Le local appartient-il à un bailleur social ? Oui Non

Si oui, nom du bailleur social :

Avez-vous perçu pour le local des subventions d'amélioration de l'habitat dans les 4 années précédant la présente demande ? Oui Non

Le local est-il un logement ouvrant droit à l'Allocation Personnalisée au Logement ? Oui Non

S'agit-il d'un local au premier étage, lié directement à un commerce existant en rez-de-chaussée ? Oui Non

IV. Présentation du projet

Description de votre projet :

.....

.....

S'agit-il d'un logement décent tel que défini par le décret n°2002-120 du 30 janvier 2022 ? Oui Non

V. Engagement du demandeur

Je déclare exacts tous les renseignements fournis ci-dessus.

Fait àle

SIGNATURE

ANNEXE 1 : ENGAGEMENT DU PROPRIETAIRE

Je soussigné(e) Mme M.

Nom : Prénom :

Domicilié(e) :

Code postal : Ville :

Agissant en qualité de propriétaire

Agissant en qualité de mandataire du propriétaire :

Mme M.

Nom : Prénom :

Du local situé :

Adresse :

Bâtiment : Escalier :

Etage : Porte : N° Lot² :

Surface totale habitable : Nombre de pièces principales :

- Atteste que le règlement de copropriété du local visé ci-dessus ne s'oppose pas au changement d'usage sollicité
- Autorise (s'il n'est pas le demandeur) :

Nom : Prénom :

A occuper : à usage mixte à usage autre qu'habitation (totalité du local)

Fait à le

SIGNATURE

² Pour les immeubles en copropriété

ANNEXE 2 : LISTE DES PIÈCES A JOINDRE

- Fiche de synthèse présentant le projet
- Plan coté du local objet de la demande, **daté et signé** par le(s) demandeur(s), avec mention de la surface habitable
- Titre d'occupation ou attestation de propriété du demandeur, éventuellement promesse de vente
- Annexe 1 de ce formulaire remplie et signée par le propriétaire : attestation justifiant que le règlement de copropriété ne s'oppose pas au changement d'usage et accord du propriétaire si le demandeur est locataire ou occupant à titre gratuit
- Si la demande est présentée par un mandataire : original du mandat
- Pour la location de manière répétée d'un local meublé pour de courtes durées à une clientèle de passage n'y élisant pas domicile
 - *Engagement sur l'honneur du demandeur qu'il s'agit d'un logement décent tel que défini par le décret n°2002-120 du 30 janvier 2002*